

ESPAGNE : FICHE PAYS – AOUT 2025

Catégorie OCDE (2024) : Non classé
Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A / Baa1 / A-
Change : Euro (EUR)

FORCES

- Réforme du marché du travail
- Consolidation du secteur bancaire
- Désendettement du secteur privé
- Essor des services et industries du numérique

FAIBLESSES

- Dette publique élevée
- Déficit de productivité
- Taux de chômage encore élevé et faible taux d'emploi
- Fragilité de la coalition gouvernementale

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : L'activité espagnole est restée très dynamique en 2024 (+3,2 % après +2,7 % en 2023), soutenue par la consommation privée et publique. Au cours des prochains trimestres, la consommation privée resterait un moteur important de la croissance. L'investissement viendrait quant à lui davantage en soutien grâce à l'accélération du déploiement des fonds NGEU, le plan industriel de défense et le reflux des taux d'intérêts nominaux. La croissance est donc attendue encore dynamique en 2025 et ralentirait un peu en 2026. Elle resterait plus élevée qu'en moyenne en zone euro.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le déficit public espagnol s'est progressivement réduit ces dernières années, pour atteindre -3,2 % du PIB en 2024 (-2,8 % hors aides d'urgence liées aux inondations). En dépit d'une hausse des dépenses d'investissement, le déficit continuerait de se réduire en 2025 et 2026 grâce à une croissance dynamique. Dans ce contexte, le ratio dette/PIB se stabiliserait à un niveau inférieur d'environ 20 pts à celui observé en sortie de crise sanitaire.
- Vulnérabilité extérieure : L'excédent courant s'est accru en 2023 et 2024, soutenu par l'export de services (touristique mais pas seulement). Cet excédent devrait toutefois se tasser un peu cette année pour s'établir autour de 2,5 % du PIB.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : À l'issue des élections de juillet 2023, Pedro Sánchez (PSOE) a formé une nouvelle coalition bien plus fragile que lors de son premier mandat. L'instabilité qui en résulte s'est traduite par la reconduction du budget 2023 en 2024 et en 2025. Le gouvernement actuel se trouve donc dans l'incapacité d'adopter des réformes structurelles. Cette instabilité devrait perdurer jusqu'aux prochaines élections législatives prévues en juillet 2027.
- Climat des affaires : En Espagne, l'environnement des affaires est favorable. Les institutions sont robustes, assurant le respect du droit des contrats et le marché intérieur est dynamique.

Système bancaire :

- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire espagnol s'est assaini et paraît relativement solide. Le taux de créances douteuses a nettement diminué depuis 2013 et atteint un niveau bas. Les banques espagnoles se distinguent par ailleurs par une rentabilité élevée.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le pays subit des événements climatiques extrêmes depuis plusieurs années. Face au changement climatique, l'Espagne a un objectif de neutralité carbone d'ici 2050 fixé par la loi de mai 2021, et prévoit à horizon 2030 de produire 81 % de son électricité par des énergies renouvelables.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 France	14,5%	1 Allemagne	10,8%
2 Allemagne	10,0%	2 Chine	10,3%
3 Italie	8,4%	3 France	8,2%
4 Portugal	8,2%	4 Italie	6,6%
5 Royaume-Uni	6,0%	5 États-Unis	6,5%

Source : CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Automobiles et autres véh. terrestres	14,9%	1 Équip. électriques, engins mécaniques	17,5%
2 Équip. électriques, engins mécaniques	12,3%	2 Combustibles minéraux et huiles	13,3%
3 Combustibles minéraux et huiles	5,6%	3 Automobiles et autres véh. terrestres	10,5%
4 Produits pharmaceutiques	4,5%	4 Produits pharmaceutiques	5,0%
5 Matières plastiques et ouvrages	3,4%	5 Matières plastiques et ouvrages	3,4%

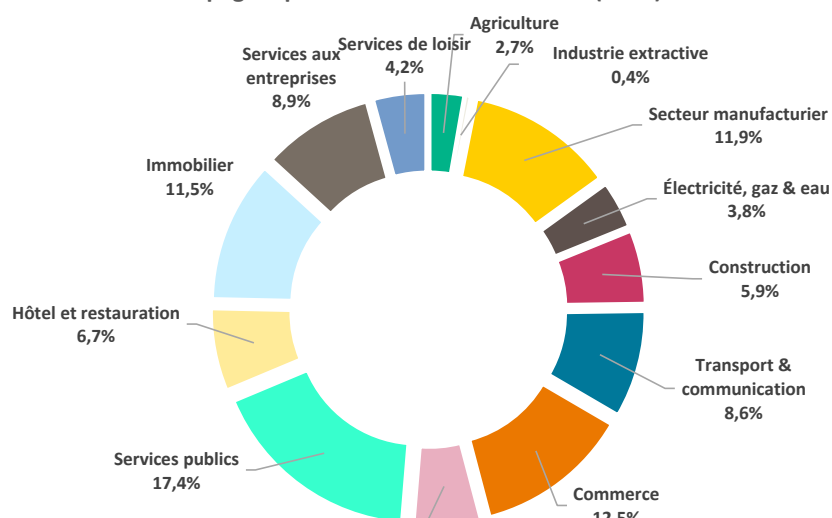
Source : CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ESPAGNE	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 462	1 448	1 621	1 722	1 800	1 886
Rang PIB mondial	14	15	15	15	NA	NA
Population (Mns)	47,5	48,1	48,6	49,1	49,7	50,3
Rang Population mondiale	30	30	31	31	NA	NA
PIB / habitant (USD)	30 792	30 106	33 326	35 092	36 192	37 489
Croissance PIB (%)	6,7	6,2	2,7	3,2	2,5	1,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,0	8,3	3,4	2,9	2,2	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)	64,9	63,8	65,7	65,2	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	115,6	109,4	105,0	101,8	100,6	99,0
Solde public (% PIB)	-6,7	-4,6	-3,5	-3,2	-2,7	-2,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	5,9	6,4	6,4	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	0,8%	0,6%	2,7%	3,0%	2,4%	2,2%
IDE (% du PIB)	0,9%	-0,3%	0,2%	-1,2%	1,0%	0,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)	1,7	1,4	1,6	1,7	1,7	1,7
Dette extérieure totale (% PIB)	181%	164%	159%	160%	159%	159%
Dette extérieure CT (% PIB)	72,3%	74,3%	65,8%	58,7%	NA	NA
Taux de change	0,82	0,89	0,94	0,91	0,97	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	17,43	16,68	17,12	17,52	NA	NA
Taux de NPL	2,92	3,06	3,06	2,87	NA	NA
ROE	10,12	9,76	12,13	13,97	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	47	48	45	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	49	45	46	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	12	8	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	31	26	13	14	19	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2025), **Banque Mondiale, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Espagne: part des secteurs dans le PIB (2023)





1. SITUATION ECONOMIQUE

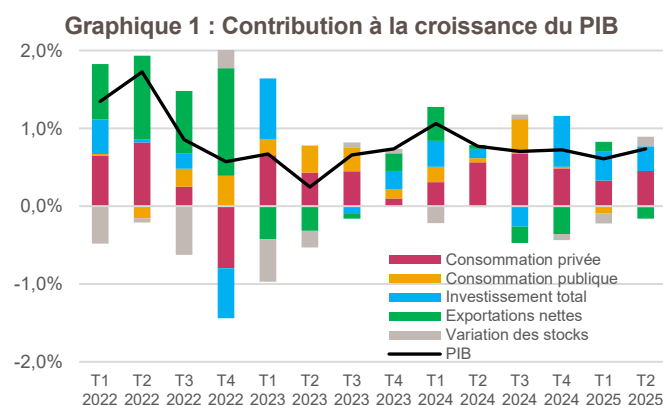
- **Une activité très dynamique en 2023 et 2024, soutenue par la demande intérieure.**

La croissance du PIB en Espagne a été particulièrement élevée en 2023 et 2024, à +2,7 % puis +3,2 % (contre +1,1 % puis +0,9 % en moyenne en zone euro). La consommation privée en a été le principal moteur, soutenue par une nette progression du pouvoir d'achat (+5,3 % puis +4,7 %). La rémunération des salariés a été dynamique, portée notamment par plusieurs revalorisations du salaire minimum (+13 % en cumulé entre fin 2022 et fin 2024). En outre, l'inflation s'est avérée plus basse sur la période qu'en moyenne en zone euro (+3,5 % puis +2,8 % en 2024, contre +5,5 % puis +2,4 %). De nombreux dispositifs publics ont permis de soutenir le pouvoir d'achat des ménages (baisse de la TVA sur l'électricité puis sur les produits alimentaires de base¹, chèques aux ménages à faible revenu etc.) et les coûts des entreprises (régime dérogatoire de plafonnement du prix du gaz utilisé dans la production d'électricité, toutefois plus activé depuis février 2023 et arrêté fin 2023). La consommation publique a aussi été un moteur important de la croissance, y ayant contribué à hauteur de +1 point en 2023 et +0,8 point en 2024.

Par branche, l'activité a été d'abord soutenue par le secteur du Commerce, Transport, Tourisme (contribuant à hauteur de +1 pt puis +0,8 pt à la croissance de la valeur ajoutée (VA) totale en 2023 et 2024), en particulier par celui du Tourisme. En 2023, le nombre de touristes étrangers s'est accru de près de 19 % sur un an, rejoignant son niveau d'avant crise, et a progressé de 10 % en 2024 (contre +3,6 %/an en moyenne entre 2017 et 2019). L'activité a également été soutenue par les services non marchands et les activités immobilières mais également l'industrie manufacturière, particulièrement dynamique en 2024 (+3,5 % pour la VA après +2,1 % en 2023). À noter toutefois que mi-2025, la production de l'industrie manufacturière restait très légèrement inférieure à son niveau pré-Covid.

- **L'activité est restée dynamique début 2025**

L'activité a crû de +0,6 % au T1 2025 et de +0,7 % au T2 (contre +0,6 % puis +0,1 % en moyenne en zone euro), portant l'acquis de croissance à +2,3 % (contre +1,1 %).



Source : Eurostat, calculs Bpifrance

¹ Le taux de TVA réduit sur les produits alimentaires de base s'est progressivement normalisé à partir du dernier trimestre 2024 et a rejoint son taux ordinaire en janvier 2025. Celui sur l'électricité a

La consommation privée demeure le premier moteur de l'activité, dans un contexte où l'inflation a un peu reflué par rapport à 2024 (2,5 % en moyenne sur janv. – juillet 2025 contre 2,8 % en moyenne sur 2024). À noter qu'après un point bas à 2,0 % en mai 2025, elle est remontée à 2,7 % en juillet. L'investissement a également été dynamique au 1^{er} semestre, ayant progressé de +1,9 % au T1 puis de 1,6 % au T2.

- **La consommation privée resterait soutenue par des revenus réels encore dynamiques**

Le salaire minimum est revalorisé de 4,4 % cette année (après +5 % en 2024), soit une hausse plus forte que l'inflation anticipée (cf. *infra*). En outre, les frictions sur le marché du travail favoriseraient la hausse des salaires : au T2 2025, le taux d'emploi s'est accru de 1 point sur un an et le nombre d'emplois vacants progresse (+5,4 % sur un an au T1 2025). Ces frictions sur le marché du travail devraient perdurer à court terme, l'indicateur relatif aux anticipations d'embauche de la Commission européenne restant à un niveau très élevé (109 en juillet contre 108 en 2024 et 100 en moyenne depuis 2000). Du côté de l'inflation, celle sous-jacente (i.e. hors prix volatils) resterait au-dessus de 2 % cette année, portée par une demande dynamique dans les services (notamment le tourisme) et par les gains salariaux. Elle ralentirait toutefois en 2026, ces soutiens devenant moins prégnants. L'inflation totale s'établirait ainsi entre 2,2 % et 2,4 % en moyenne en 2025, et entre 1,7 % et 2,0 % en 2026.

- **L'investissement viendrait davantage en soutien dans les prochains trimestres**

En 2023 et 2024, l'investissement total n'a été qu'un moteur secondaire de l'activité, ayant contribué à hauteur de +0,4 point puis de +0,6 point à la croissance. Mais il a nettement accéléré au 1^{er} semestre 2025 et resterait dynamique au cours des prochains trimestres. D'abord, l'Espagne continuera de bénéficier des fonds du programme *Next Generation EU* et ce jusque fin 2026. À fin mai 2025, il restait encore 26 Md€ de subventions à attribuer (cf. *DGI*, soit 1,6 point du PIB). Le plan industriel et technologique pour la sécurité et la défense (10,5 Md€, soit 0,6 % du PIB) pour 2025 porterait l'investissement public dans les équipements et l'innovation (*a minima* à hauteur de 0,3 % du PIB).

Par ailleurs, les taux directeurs de la BCE quitteraient leur territoire restrictif dès septembre (le taux principal de refinancement passerait légèrement sous le taux neutre estimé à 2 % à partir de septembre selon le *SMA*). Les encours de crédits aux secteurs privés devraient donc continuer de progresser (entre janvier et mai 2025, l'encours de crédits aux sociétés non financières s'est accru de +1,5 % sur un an, et de +1,9 % du côté des ménages). L'investissement résidentiel accélérerait, d'autant plus dans un contexte où l'offre de logements est déficitaire. Le marché de l'immobilier connaît un rebond : l'indice des prix immobiliers a progressé de 12 % sur un an au T1 2025, un rythme qui a doublé sur un an et triplé sur deux ans.

été maintenu jusqu'en fin d'année 2024. La fin de ces dispositifs en 2025 a soutenu l'inflation en début d'année.

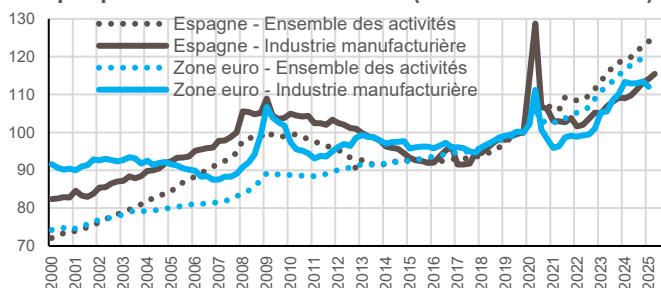


Au total, la croissance espagnole est attendue encore dynamique en 2025, comprise entre +2,4 % et +2,6 %. Elle pourrait ralentir en 2026 (prévisions entre +1,8 % et +2,2 %) mais resterait plus élevée qu'en moyenne en zone euro (entre 1,1 % et 1,4 %).

- **L'Espagne reste confrontée à des faiblesses structurelles mais prend de l'avance dans des domaines clé, tels que le numérique.**

L'Espagne est caractérisée par un taux de chômage structurellement élevé, bien qu'en repli depuis 2013. À 10,3 % au T2 2025, il reste ainsi sensiblement supérieur au niveau moyen en zone euro de 6,2 %. Elle se caractérise aussi par une productivité horaire relativement faible (plus de 20 % inférieure à celle observée en moyenne en zone euro en 2024²). Toutefois, les gains de productivité ont été élevés ces dernières années (+5,2 % en cumulé entre 2019 et 2024) et ont permis, malgré les hausses de salaires, de limiter la progression du coût salarial unitaire³ à une évolution proche de celle observée en moyenne en zone euro (cf. Gr 2).

Graphique 2 : Coût salarial unitaire (indice 100 – T4 2019)



Source : Eurostat, calculs Bpifrance

Pour accroître les gains de productivité, l'Espagne mise sur la transition numérique et certains secteurs prennent de l'avance. 47 % des entreprises des services d'information/communication ont utilisé une technologie d'IA (selon l'enquête communautaire sur l'utilisation des technologies d'information diffusée sur [Eurostat](#), 3 points de moins qu'en moyenne en zone euro mais 5 points de plus qu'en France et 12 points de plus qu'en Italie). Autre exemple, le secteur automobile est davantage mécanisé (environ 1200 robots pour 10 000 travailleurs en 2022, contre 680 en France et 770 en Italie selon l'IFR d'après le [rapport de M. Draghi, sept. 2024](#)). Dans ce contexte, l'activité des branches du numérique a nettement crû ces dernières années : la valeur ajoutée (prix constant) dans l'information et communication s'est accrue de 27 % entre fin 2019 et le T2 2025 et la production dans l'industrie des produits électroniques a augmenté de 34 % sur la même période. Cette transition numérique est largement encouragée par les politiques publiques. Selon l'[OCDE](#), l'Espagne a l'un des budgets dédiés à la

transition numérique les plus élevés de l'OCDE (plus de 20 Md€ estimé en 2023).

- **Le secteur bancaire est relativement solide.**

Le taux de créances douteuses s'est progressivement replié ces dernières années pour atteindre 3 %⁴ au T1 2025 (soit -25 pb sur un an). Il reste tout de même supérieur au taux moyen observé parmi les pays de l'UE appartenant au Mécanisme de Supervision Unique (2,2 % au T1 2025). Les banques espagnoles sont bien capitalisées : le ratio CET1 atteint 13 % au T1 2025 (en progression de 44 pbs sur un an). Le ratio Tier 1 était quant à lui de 14,6 % à la même date. Ces ratios sont néanmoins plus faibles qu'en moyenne chez les pays de l'UE du MSU (respectivement 16 % et 17,5 %). La rentabilité de l'ensemble des banques espagnoles s'est améliorée en 2024 selon la [Banque d'Espagne](#), grâce à la hausse des revenus des intérêts nets malgré la baisse des taux directeurs de la BCE initiée en juin 2024, compensée en partie par le rebond des encours de crédits et la hausse des commissions. Les banques espagnoles affichent une rentabilité supérieure à celles de leurs voisines européennes, mais un coût du risque plus élevé qu'ailleurs, resté stable sur cinq ans.

À souligner enfin que les agents non financiers ont un niveau relativement faible d'endettement : le ratio dette sur PIB des entreprises non financières espagnoles est de 63,5 % contre 67,5 % en moyenne en zone euro et le ratio d'endettement des ménages s'est nettement réduit depuis la crise sanitaire et atteint 67,9 % du RDB fin 2024, soit 15 pp de moins qu'en zone euro (83 %).

2. FINANCES PUBLIQUES

Le déficit public espagnol s'est réduit en 2023 (-1,1 point de PIB) et en 2024 (-0,3 point) pour s'établir à -3,2 % du PIB. Le reflux en 2023 s'explique d'abord par celui des dépenses publiques (-1 point de PIB)⁵ alors que les recettes ont été quasi stables. À l'inverse, le reflux du déficit en 2024 s'explique par des recettes publiques dynamiques dans un contexte de croissance du PIB en valeur soutenue. De nouvelles dépenses exceptionnelles sont toutefois venues freiner la résorption du déficit, en particulier celles liées aux inondations dans la région de Valence et de Castille-La Manche (0,35 point de PIB).

Les derniers dispositifs de lutte contre l'inflation (taux de TVA réduits) ont pris fin en début d'année, ce qui jouera en faveur d'une réduction du déficit public en 2025. Toutefois, les dépenses exceptionnelles liées aux intempéries représenteraient encore 0,2 point de PIB en 2025 selon la [Banque d'Espagne](#). En outre, l'objectif de dépenses de défense à 2 % du PIB d'ici la fin de l'année 2025 annoncé au printemps se traduirait par une hausse de 0,7 point de PIB des dépenses publiques cette année. Les recettes devraient toutefois également progresser

² Une partie de l'écart s'expliquant par une spécialisation vers des secteurs relativement moins productifs, mais pas seulement. À secteur comparable, l'Espagne est généralement moins productive que ses principaux partenaires européens.

³ Il s'agit d'un indicateur de compétitivité, correspondant au coût salarial par unité de valeur ajoutée produite.

⁴ Les chiffres cités dans ce paragraphe portent sur les institutions de tailles significatives (supervisées directement par la BCE). Le

taux de prêts non performants des autres institutions espagnoles s'est établi à 2,6 % au T4 2024 (T1 2025 non disponible à date) par exemple.

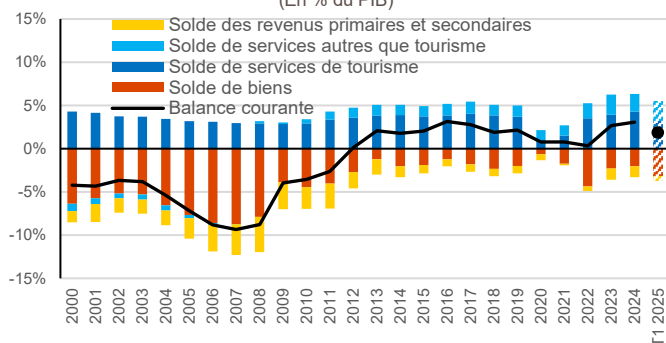
⁵ Notamment baisse des dépenses exceptionnelles destinées à limiter la hausse des prix de l'énergie du fait du reflux de l'inflation énergétique et progression de la masse salariale publique plus modérée que celle du PIB en valeur.

grâce à la dynamique de croissance et un marché du travail bien orienté. Finalement, les différents instituts de prévision tablent sur un nouveau repli du déficit public : -2,8 %/-2,7 % attendu en 2025 et entre -2,6 % et -2,3 % en 2026. Dans ce contexte, la dette publique serait relativement stable (autour de 100 % du PIB) voire pourrait légèrement se réduire.

3. POSITION EXTÉRIEURE

En 2023 et 2024, l'excédent de la balance courante s'est nettement amélioré par rapport au point bas de 0,4 % du PIB atteint en 2022. À 3,1 % du PIB, il s'est accru de 2,7 points en cumulé sur 2 ans et a rejoint un niveau supérieur de 1 point celui observé avant la crise sanitaire. Le reflux des prix de l'énergie et la poursuite de la reprise de l'activité touristique y ont nettement contribué. L'excédent de la balance des services de tourisme s'est accru de 0,8 point en cumulé sur 2 ans (cf. graphique 3), rejoignant +4,3 % du PIB en 2024, soit un niveau similaire à celui observé pré-crise. En outre, l'excédent de la balance des services autres que ceux liés au tourisme s'est amélioré (+0,3 point sur deux ans, +0,8 point vs. 2019), porté par la hausse de l'excédent en services financiers, en services techniques de support aux entreprises et en services de transport.

Graphique 3 : Contribution à la balance courante
(En % du PIB)



Source : Banque d'Espagne

L'excédent courant de l'Espagne se tasserait toutefois en 2025 puis se stabiliserait en 2026 (+2,7 % du PIB cette année et 2,8 % du PIB en 2026 selon la Commission européenne). D'une part, le rebond de l'activité touristique étrangère post-covid ayant été consommé, sa dynamique s'essouffle : le volume d'entrées de touristes étrangers a progressé de +4,7 % au S1 2025 sur un an, après +13,2 % au S1 2024. À noter que le risque de perte de pouvoir d'achat des ménages américains pourrait accentuer cette tendance, les États-Unis représentant 10 % de l'excédent de la balance des services de l'Espagne. Du côté des biens, le solde commercial se dégraderait en raison de la hausse des tarifs douaniers américains et du faible dynamisme de ses principaux partenaires. Si au niveau agrégé, la hausse des tarifs douaniers aurait un impact faible sur le solde commercial (les exportations vers les États-Unis ne représentent que 4,6 % des exportations de biens en 2024 soit un peu plus de 1 % du PIB), certains produits, plus exposés, pourraient être très affectés comme certaines matières brutes (gomme,

résines), des produits à base minéraux non-métalliques ou encore certaines huiles.

4. POLITIQUE ET GOUVERNANCE

À la suite des élections législatives anticipées du 23 juillet 2023, le Parti Populaire (PP) a obtenu 33 % des suffrages, devançant le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) avec 31,7 %. Malgré cette avance, l'absence de majorité a empêché Alberto Núñez Feijóo (PP) de former un gouvernement. Pedro Sánchez (PSOE) a quant à lui su négocier une coalition, bien que très fragile. En plus du PSOE, cette coalition agrège une multitude de formations politiques (Sumar, Bildu, ERC, Junts, PNV etc.). La situation politique apparaît clairement plus fragile que lors du premier mandat de P. Sánchez, en témoigne la reconduction du budget 2023 pour l'année 2024 et pour 2025 faute d'un accord entre les députés formant la majorité. À cette difficulté s'ajoute le risque d'instabilité provoqué par des affaires judiciaires visant certains proches de Premier Ministre (notamment sa femme et son frère). Pour l'instant, les prochaines élections législatives sont prévues en juillet 2027.

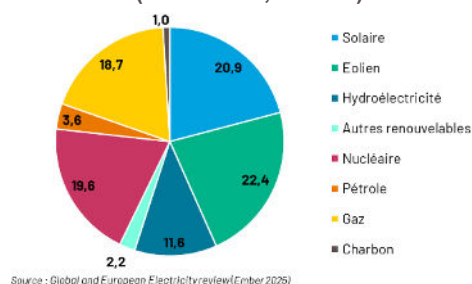
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Espagne a connu des épisodes climatiques extrêmes ces dernières années : une période de sécheresse de trois ans, particulièrement intense dans le Nord Est, ayant conduit le gouvernement à adopter mi-2024 un plan de près de 12 Md€ étalé jusqu'en 2027 pour développer les infrastructures hydriques. À cet épisode, s'est suivi un phénomène appelé « goutte froide », ayant provoqué de fortes inondations fin 2024.

Pour lutter contre le changement climatique, le pays a inscrit dans son Plan National Énergie et Climat actualisé en septembre 2024 l'objectif de réduction de 32 % des émissions de ses gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 comparé aux niveaux de 1990, et de produire 81 % de son électricité par des énergies renouvelables. En outre, la Loi de changement climatique et de transition énergétique (adoptée en mai 2021) ancre l'objectif de neutralité carbone à horizon 2050.

La hausse de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité s'est accélérée. En 2024, la part de l'énergie solaire a atteint 21 % (cf. graphique 4) contre 10 % en 2021), expliquant l'essentiel de la hausse de la part des énergies renouvelables dans le mix-électrique (+10 points en 3 ans, à 57 % en 2024).

Graphique 4 : Production d'électricité par source, en %
(2024 = 281,39 TWh)



Source : Global and European Electricity Review (Ember 2025)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable /Global trends, Pays développés, pétrole

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, Europe, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.